

RESUME

Le groupe de sociétés n'a pas d'existence juridique en tant que personne morale. Cependant, plusieurs branches du droit reconnaissent son existence.

Ainsi, la constitution du groupe est réglementée par des règles permettant d'éviter l'atteinte à la concurrence. De plus, les participations croisées et les situations d'autocontrôle sont réglementées par le Code de commerce. Il faut éviter qu'une société par actions ne se possède elle-même.

Le fonctionnement d'un groupe de sociétés est également encadré par différentes réglementations. Elles concernent l'existence d'obligations d'information lors de prise de décisions spécifiques, la prise en compte du groupe pour apprécier les relations entre les sociétés du groupe, mais également à l'égard des partenaires, créanciers et débiteurs.

CORRIGES

EXERCICES

★★ EXERCICE 1 Le groupe de sociétés Alfmak 15 minutes

1. Le recours effectué par la SA située à Bordeaux sera-t-il accepté ?

Principes juridiques

L'entente illicite est un comportement sanctionné dans le cadre du droit de la concurrence. Il s'agit par exemple pour plusieurs entreprises de se mettre d'accord sur les prix, portant ainsi atteinte au libre jeu de la concurrence au détriment des consommateurs. Cependant, lorsque cette entente a lieu dans le cadre d'un groupe de sociétés, elle n'est pas sanctionnée à condition d'avoir été faite dans son intérêt et dans le cadre de l'application de sa stratégie.

Application au cas

En l'espèce, il est normal que le groupe mette en place une stratégie de prix respectée par toutes les entreprises faisant partie de ce groupe. Cette stratégie permet en effet au groupe d'appliquer sa politique de prix, d'atteindre ses objectifs et de garder une certaine cohérence vis-à-vis des consommateurs.

2. Que pensez-vous de la solution préconisée par le P-DG du groupe Alfmak ?

Principes juridiques

Le groupe de sociétés est composé de sociétés dotées d'une existence juridique propre. Chaque société du groupe existe de façon autonome. Le groupe, quant à lui, n'a pas la personnalité juridique. Il n'est titulaire d'aucun droit et d'aucune obligation.

Application au cas

En l'espèce, le groupe ne peut pas faire de mise en demeure valable à l'égard de certains débiteurs des sociétés composant ce groupe. En effet, il n'a pas d'existence juridique et ne peut donc faire aucune demande en ce sens. De plus, il ne pourrait pas recevoir non plus le paiement effectué par le débiteur en l'absence de compte bancaire lui permettant de récupérer des fonds.

3. Ce créancier obtiendra-t-il gain de cause ?

Principes juridiques

Comme précisé ci-dessus, les sociétés faisant partie d'un même groupe gardent une autonomie juridique. Elles sont donc indépendantes les unes des autres. Chaque société est titulaire d'un patrimoine avec des droits et des obligations dès lors qu'elle est immatriculée. Le créancier n'a de recours que contre la personne morale ou physique avec laquelle il a signé un contrat. Il existe une exception à ce principe : en effet, si l'une des sociétés du groupe a commis une faute, alors le créancier pourra engager sa responsabilité. Il s'agit notamment du cas où la société mère intervient dans les négociations pour le compte de sa filiale et laisse croire au créancier qu'elle s'engage aux côtés de cette dernière.

Application au cas

En l'espèce, le créancier de la filiale SA Bipot ne peut en principe faire aucun recours contre la société mère. Cependant, la SA Alfmak, société mère, est intervenue dans les négociations et a commis une faute en s'immisçant dans la gestion de sa filiale. Le créancier pourra donc exercer un recours en responsabilité contre la société mère sur ce fondement.

★★ EXERCICE 2 Le groupe Duryu 20 minutes

1. Que pouvez-vous répondre à l'argument présenté par le conseil d'administration ?

Principes juridiques

Le comité de groupe est une instance représentative du personnel permettant aux salariés d'avoir des représentants au niveau du groupe. Ce comité permet d'avoir une vision globale des attentes et des besoins des salariés du groupe. Le comité de groupe est obligatoire dès lors qu'il y a un groupe composé d'une société dominante et d'une entreprise qu'elle contrôle en exerçant sur elle une influence déterminante et en détenant au moins 10 % de son capital social. La mise en place d'un comité de groupe est indépendante du nombre de salariés, contrairement au comité d'entreprise.

Application au cas

En l'espèce, le conseil d'administration a tort. La situation du groupe Duryu nécessite la mise en place d'un comité de groupe avec des prises de participation supérieures à 10 % et des influences notables.

2. Quelles obligations la SA Tiquemos doit-elle remplir suite à cette nouvelle situation ?

Principes juridiques

La prise de participation dans une société par actions donne lieu à différentes obligations d'information :

- information des associés de la société participante dans le rapport de gestion dès lors que cette participation est supérieure à 5 % du capital social. Cette obligation s'impose à toutes les sociétés commerciales ;
- information de la société cible si elle est par actions en cas de franchissement de seuils à la hausse ou à la baisse, notamment le seuil de 30 % ;
- information de l'AMF lorsque la société est cotée ;
- obligation de déposer une OPA ou OPE lorsque le seuil franchi est de 30 % sur la totalité des titres de capital.

Application au cas

La SA Tiquemos devra respecter les obligations précitées étant donné qu'elle compte passer de 25 % à 32 % du capital social de la SA Cosmelab qui est une société par actions cotée.

3. La SA Tiquemos pourra-t-elle participer à ce vote ?

Principes juridiques

Lorsque des actions ou droits de vote d'une société sont possédés par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, les droits de vote attachés à ces actions ne peuvent être exercés à l'assemblée générale de la société. Il n'en est pas tenu compte pour le calcul du quorum. On est alors dans une situation d'autocontrôle nécessitant un contrôle, donc le fait de détenir plus de 50 % des droits de vote ou d'exercer un contrôle du fait de son poids.

Application au cas

En l'espèce, si la SA Cosmelab détient 45 % des droits de vote de la SA Labotech, on peut considérer qu'elle la contrôle. Or, cette dernière détient 70 % de la SA Tiquemos, qu'elle contrôle donc. On est dans une situation d'autocontrôle. Les actions possédées par la SA Tiquemos seront privées de leur droit de vote lors de l'assemblée générale tenue au sein de la SA Cosmelab.

4. Cette décision de rachat vous paraît-elle licite ?

Principes juridiques

En principe, une société par actions ne peut posséder ses propres actions. La loi prévoit tout de même certaines exceptions :

- en cas de réduction du capital social non motivée par des pertes, la société peut acheter ses propres actions pour les annuler dans les meilleurs délais ;
- la société peut acheter des actions pour les distribuer aux salariés dans un délai d'un an ;
- lorsque la société est admise sur le marché réglementé, elle peut posséder ses propres actions dans la limite des 10 % du capital social.

Application au cas

En l'espèce, l'achat d'actions envisagé n'est en principe pas possible. Cependant, si l'objectif est de les redistribuer aux salariés, il s'agit alors de l'une des exceptions précitées et on peut considérer que cette décision de rachat est licite.